

Le creusement des inégalités et les précarités qui l'accompagnent, le gonflement du nombre de travailleurs pauvres, de jeunes sans emploi ou exclus du système scolaire, constituent une menace pour la cohésion de nos sociétés. La crise du modèle « fordiste » a grippé les mécanismes redistributifs mis en place après-guerre. La situation du marché du travail caractérisée par un taux de chômage très élevé (au sein de l'Union européenne c'est plus de 26 millions de personnes qui sont sans emploi) et de longue durée, représente la préoccupation prioritaire de nos concitoyens. Simultanément, on assiste à une dégradation des conditions de travail, une flexibilité accrue dans les entreprises et la généralisation de la chrono-compétition qui entraîne une poussée de la souffrance au travail : 3 salariés sur 5 se déclarent confrontés à des situations d'urgence quand 1 arrêt de travail sur deux en Europe est lié au stress.

Face à cette situation, un nouveau modèle économique et social est à inventer qui passe par des mesures fiscales nouvelles, un nouveau rapport au travail (et à l'emploi) et à la formation, la transition écologique de l'économie, le développement de l'ESS...La forte croissance que nous avons connue dans les années d'après-guerre, ne reviendra pas. Le réchauffement climatique comme les limites liées aux ressources disponibles, nous obligent en effet à repenser de fond en comble la nature de nos activités, l'organisation et la qualité du travail, l'utilité sociale et écologique de la production.

Des emplois d'avenir (dans le secteur de l'énergie, du bâtiment, de la chimie verte ou du transport) à la relocalisation de l'économie, 600 000 emplois nouveaux peuvent être créés rapidement via la transition écologique de l'économie. Parce qu'elles sont créatrices d'emplois, les TPE, PME et entreprises artisanales ont un rôle clé à jouer dans ces domaines.

Parallèlement, la place du travail et de l'activité dans nos sociétés, doit être repensée. Ces vingt dernières années, le travail a été déprécié, pressuré, attaqué. La chasse aux effectifs et à la diminution des coûts salariaux, l'individualisation des rémunérations et de l'évaluation des performances, la suppression des temps improductifs, tous ces éléments concourent à dévaloriser le sens du travail. Mais à travers les coopératives et les SCOPs, de nouvelles formes d'organisation du travail et de répartition du pouvoir, se cherchent dans les entreprises. Quels enseignements pouvons-nous tirer de ces expériences et comment instaurer une véritable démocratie sociale en redonnant du pouvoir d'agir aux salariés ? Enfin la réduction du temps de travail ne doit-elle pas redevenir un objectif pour tous les progressistes ? Travailler moins pour travailler mieux tout en permettant à chacun de s'insérer sur le marché du travail ?

Sur toutes ces problématiques, les écologistes apportent leurs analyses et leurs propositions.

Alain Coulombel